

**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**
Public Works and Government Services Canada
ATB Place North Tower
10025 Jasper Ave./10025 ave. Jaspe
5th floor/5e étage
Edmonton
Alberta
T5J 1S6
Bid Fax: (780) 497-3510

REQUEST FOR PROPOSAL DEMANDE DE PROPOSITION

Proposal To: Public Works and Government Services Canada

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

Proposition aux: Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Title - Sujet Shipping Containers	
Solicitation No. - N° de l'invitation EW699-150194/A	Date 2014-05-30
Client Reference No. - N° de référence du client TC EW699-150194	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$EDM-017-10188	
File No. - N° de dossier EDM-4-37023 (017)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2014-06-25	Time Zone Fuseau horaire Mountain Daylight Saving Time MDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Logan, Elizabeth	Buyer Id - Id de l'acheteur edm017
Telephone No. - N° de téléphone (780) 497-3956 ()	FAX No. - N° de FAX (780) 497-3510
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Department Of Public Works and Government Services Canada Resolute Bay Barge Terminal Resolute Bay, NU	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Public Works and Government Services Canada
ATB Place North Tower
10025 Jasper Ave./10025 ave Jasper
5th floor/5e étage
Edmonton
Alberta
T5J 1S6

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

TABLE DES MATIÈRES

TITRE - CONTENEURS DE FRET MARITIMES; CONTENEURS DE DÉCHETS DANGEREUX LIQUIDES ET SOLIDES

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Exigences relatives à la sécurité
2. Besoin
3. Compte rendu
4. Accords commerciaux

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentation des soumissions
3. Demandes de renseignements en période de soumission
4. Lois applicables

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

1. Instructions pour la préparation des soumissions

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation
2. Méthode de sélection

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

1. Attestations préalables à l'attribution du contrat

PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Exigences relatives à la sécurité
2. Besoin
3. Clauses et conditions uniformisées
4. Durée du contrat
5. Responsables
6. Paiement
7. Instructions relatives à la facturation
8. Attestations
9. Lois applicables
10. Ordre de priorité des documents
11. Clauses du Guide des CCUA
12. Assurances

Liste des annexes

Annexe A Besoin

Solicitation No. - N° de l'invitation

EW699-150194/A

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

EDM-4-37023

Buyer ID - Id de l'acheteur

edm017

Client Ref. No. - N° de réf. du client

TC EW699-150194

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Annexe **B** Base de paiement

TITRE - conteneurs de fret maritimes; conteneurs de déchets dangereux liquides et solides

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Exigences relatives à la sécurité

Il n'est pas nécessaire de sécurité associé à cette exigence.

2. Besoin

Ce besoin, en appui à la restauration des sites d'enfouissement de Resolute Bay, vise l'achat et l'expédition des articles suivants à Resolute Bay, Nunavut:

- a) 35 conteneurs de fret maritimes;
- b) 10 conteneurs de déchets dangereux liquides;
- c) 5 conteneurs de déchets dangereux solides.

Les conteneurs de fret maritimes seront utilisés pour stocker des matières dangereuses, comme du matériel encombrant avec de la peinture au plomb lixiviable. Les conteneurs de déchets dangereux liquides seront utilisés pour stocker et transporter des matières dangereuses liquides, comme des lubrifiants, du mazout, des solvants, des pesticides et de l'huile de transformateur contenant des BPC. Les conteneurs de déchets dangereux solides seront utilisés pour stocker et transporter des matières dangereuses solides, comme des batteries et de l'amiante. L'expédition et la manutention de ces marchandises seront requises à Resolute Bay, Nunavut, par le transport maritime annuel de 2014.

3. Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

4. Accords commerciaux

«Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce (AMP-OMC), de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).»

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisee-s-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003,2014-03-01 Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

1.1 Clauses du Guide des CCUA

B1000T (2007-11-30), Condition du matériel

2. Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

3. Demandes de renseignements - en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins trois (3) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention «exclusif» vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention «exclusif» feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

4. Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur au Alberta, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

1. Instructions pour la préparation des soumissions

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

Section I : Soumission technique (un copy papier)

Section II : Soumission financière (un copy papier)

Section III : Attestations (un copy papier)

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique achats écologiques

(<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>).

Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement: impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Section II : Soumission financière

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la base de paiement. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

1.1 Fluctuation du taux de change

C3011T 2013-11-06 Fluctuation du taux de change

Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

1.1 Évaluation technique

1.1.1 Critères techniques obligatoires

Le soumissionnaire doit fournir les articles décrits à l'annexe A, Besion.

1.2 Évaluation financière

Clause du *Guide des CCUA A0220T 2013-04-25* Évaluation du prix

2. Méthode de sélection

- 2.1 Une soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères d'évaluation techniques obligatoires pour être déclarée recevable. La soumission recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour attribution d'un contrat.

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements connexes exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada, peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur à l'une de ses obligations prévues au contrat, s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission peut être déclarée non recevable, ou constituer un manquement aux termes du contrat.

1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - renseignements connexes

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire et ses affiliés respectent les dispositions stipulées à l'article 01 Dispositions relatives à l'intégrité - soumission, des instructions uniformisées 2003, 2014-03-014. Les renseignements connexes, tel que requis aux dispositions relatives à l'intégrité, assisteront le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

1.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des «soumissionnaires admissibilité limitée» (http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml) du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible sur le site Web d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) - Travail.

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des «soumissionnaires admissibilité limitée» du PCF au moment de l'attribution du contrat.

PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Exigences relatives à la sécurité

Ce contrat ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

2. Besoin

Entrepreneur doit fournir les articles décrits sous la rubrique «Besoin» à l'annexe "A"

3. Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre, sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pub/acho-fra.jsp>) [achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat](https://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat)) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

3.1 Conditions générales

2010A - 2014-03-01, Conditions générales - biens (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

4. Durée du contrat

4.1 Date de livraison

Tous les livrables doivent être livrés et expédiés conformément aux instructions de livraison spéciale à l'annexe A. Tous les biens livrables doivent être reçus à la destination finale ou avant le 30 Septembre 2014.

5. Responsables

5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est :

Nom : Elizabeth Logan
Titre : Supply Specialist
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements

Adresse : ATB Place, North Tower, 5th Floor – 10025 Jasper Avenue, Edmonton AB T5J 1S6

Téléphone : 780-497-3956

Télécopieur : 780-497-3510

Courriel : elizabeth.logan@pwgsc-tpsgc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée, par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou des instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour le contrat (qui seront fournis à l'attribution du contrat)

Nom : _____

Titre : _____

Organisation : _____

Adresse : _____

Téléphone : ____ _

Télécopieur : ____ _

Courriel : _____

Le chargé de projet représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification de contrat émise par l'autorité contractante.

5.3 Représentant de l'entrepreneur

Nom : _____

Titre : _____

Organisation : _____

Adresse : _____

Téléphone : ____ _

Télécopieur : ____ _

Courriel : _____

6. Paiement

6.1 Base de paiement

En contrepartie de l'exécution satisfaisante de toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé un cabinet prix unitaires, comme indiqué à l'annexe B, Base de paiement pour un coût de _____ \$, les droits de douane inclus et les taxes applicables sont en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

6.2 Paiement Unique

Clause du *Guide des CCUA H1000C 2008-05-12* Paiement unique

7. Instructions relatives à la facturation

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.
2. Les factures doivent être distribuées comme suit: \
 - a. L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse qui apparaît à la page 1 du contrat pour attestation et paiement.
 - b. Un (1) exemplaire doit être envoyé à l'autorité contractante identifiée sous l'article intitulé « Responsables » du contrat.

8. Attestations

8.1 Conformité

Le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ainsi que la coopération constante quant aux renseignements connexes sont des conditions du contrat. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur ou à fournir les renseignements connexes, ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

9. Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur au Alberta et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

10. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur ladite liste.

- a) les articles de la convention;
- b) les conditions générales 2010A (2014-03-01), _____ (*inscrire le numéro, la date et le titre*);
- c) Annexe A, Besoin;
- d) Annexe B, Base de paiement;
- e) la soumission de l'entrepreneur en date du _____ (*inscrire la date de la soumission*)

11. Clauses du Guide des CCUA

B7500C (2006-06-16), Excess Goods

12. Assurance

G10058C (2008-05-12), Assurance

ANNEXE « A »**BESOIN**

Ce besoin, en appui à la restauration des sites d'enfouissement de Resolute Bay, vise l'achat et l'expédition des articles suivants à Resolute Bay, Nunavut:

- a) 24-30 conteneurs de fret maritimes;
- b) 10 conteneurs de déchets dangereux liquides;
- c) 5 conteneurs de déchets dangereux solides.

Les conteneurs de fret maritimes seront utilisés pour stocker des matières dangereuses, comme du matériel encombrant avec de la peinture au plomb lixiviable. Les conteneurs de déchets dangereux liquides seront utilisés pour stocker et transporter des matières dangereuses liquides, comme des lubrifiants, du mazout, des solvants, des pesticides et de l'huile de transformateur contenant des BPC. Les conteneurs de déchets dangereux solides seront utilisés pour stocker et transporter des matières dangereuses solides, comme des batteries et de l'amiante. L'expédition et la manutention de ces marchandises seront requises à Resolute Bay, Nunavut, par le transport maritime annuel de 2014.

NORMES ET RÈGLEMENTS

LES CONTENEURS D'EXPÉDITION DOIVENT SATISFAIRE AUX EXIGENCES ET AUX RÈGLEMENTS SUIVANTS, SAUF INDICATION CONTRAIRE DANS LA PRÉSENTE SPÉCIFICATION.

- .1 Normes ISO relatives aux conteneurs
 - .1 ISO668, Conteneurs de la série1 – Classification, dimensions et masses brutes (4^e édition – 1988/modification 1 – 1993) (sauf la longueur, la longueur interne et la largeur interne).
 - .2 ISO830, Conteneurs pour le transport de marchandises – Vocabulaire (1^{re} édition – 1981).
 - .3 ISO1161, Conteneurs de la série1 – Pièces de coin – Spécifications (4^e édition – 1984).

- .4 ISO1496-1, Conteneurs de la série1 – Spécifications et essais, Partie1: Conteneurs d'usage général pour marchandises diverses (5^e édition – 1990/modification 1 – 1993 et modification2 – 1998).
- .5 ISO6346, Conteneurs pour le transport de marchandises – Codage, identification et marquage (3^e édition – 1995).
- .2 Convention douanière relative aux conteneurs (1972), Nations unies/Organisation maritime internationale.
- .3 Convention internationale sur la sécurité des conteneurs, 1972, Organisation maritime internationale.
- .2 Santé Canada – Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT).
 - .1 Fiches signalétiques (FS).
- .3 *Loi sur le transport des marchandises dangereuses* (LTMD), 1992, ch.34.
- .4 *Loi sur le transport des marchandises dangereuses* (LTMD), 1999, ch.34.
- .5 Règlement sur le transport des marchandises dangereuses (T-19.01-DORS/2003-400).
- .6 *Loi sur la protection de l'environnement*, R.S.N.W.T. (Nu) 1988, ch. E-7 (suppl.).
- .7 *Loi sur les accords en matière de ressources hydrauliques*, R.S.N.W.T. (Nu) 1988, ch. E-7 (suppl.).
- .8 *Loi sur la sécurité du Nunavut*, R.S.N.W.T. (Nu) 1988, ch. S-1.

Spécifications

Marquage des conteneurs d'expédition

Marquage standard, conformément à la norme ISO6346.

Marques opérationnelles:

Masse brute maximale

Poids à vide

Capacité volumétrique

Code d'identification des conteneurs d'expédition:

Code BIC – celui-ci sera identifié à l'attribution du marché

Catégorie: U

Numéros de série: 000001 à 000035

Chiffre de contrôle: déterminer le chiffre de contrôle conformément à la norme ISO6346

Code de dimensions et de type: 2200

Critères obligatoires

Conteneurs de fret maritimes			
Article	Description	Conforme	Non conforme
M-1	Dimensions extérieures (nominales) Longueur : 6096 mm (20 pi) Largeur : 2438 mm (8 pi) Hauteur : 2591 mm (8,5 pi) Masses brutes Poids brut maximum (R) : 24 000 kg (52 910 lb) Poids à vide (modèle) (T) $\pm 2\%$: 3180 kg (7010 lb) Charge utile maximale (P) : 20 820 kg (45 900 lb) Passages de fourche Largeur : 360 mm (1 pi 2 11/64 po) Hauteur minimale : 115 mm (4 1/2 po) Entraxe : 2050 mm ± 50 mm (6 pi 8 45/63 po ± 2 po)		
M-2	Les spécifications de la conception détaillée des conteneurs de fret maritime doivent être fournies avec la soumission.		
M-3	Tous les conteneurs doivent être homologués et conformes à la " Convention douanière relative au transport international des marchandises sous le couvert des carnets TIR (Convention TIR) " ou à la " Convention douanière relative aux conteneurs. "		
M-4	Homologation CSC. Tous les conteneurs doivent être homologués et se conformer aux exigences de la " Convention internationale sur la sécurité des conteneurs. "		
M-5	Les conteneurs doivent être faits de plaques d'acier, avec suffisamment de support pour résister aux pressions verticales et latérales exercées par les matériaux qui y sont placés. Les conteneurs doivent être à l'épreuve des fuites, avoir une durabilité suffisante pour empêcher le contenu d'être affecté par les		

	conditions météorologiques et convenir au transport par barges de mer, navires, semi-remorques ainsi qu'au transport ferroviaire, et respecter les exigences d'expédition internationale.		
M-6	Conteneurs doivent être à l'état neuf. "État neuf" est définie comme ayant été l'utilisation pour un voyage précédent.		
M-7	Les conteneurs doivent être dotés d'une porte à deux battants à une des extrémités.		
M-8	Fournir une autorisation de Transports Canada pour l'utilisation des conteneurs dans le transport de matériel peinturé avec de la peinture au plomb lixiviable et de conteneurs de déchets dangereux avec des déchets dangereux liquides et solides.		
M-9	Les conteneurs doivent être conçus pour supporter leur poids brut lorsque soulevés par le bas par un chariot élévateur à fourche ou l'équivalent et/ou lorsque soulevés par le dessus par une grue.		

BARILS EN ACIER À DESSUS NON AMOVIBLE POUR DÉCHETS DANGEREUX LIQUIDES

Article	Description	Conforme	Non C
M-10	Les conteneurs doivent être des barils en acier à dessus non amovible d'une capacité de 208 litres (55 gallons américains)		
M-11	Les conteneurs doivent être à l'état neuf.		
M-12	Les conteneurs doivent se conformer aux exigences de la dernière édition de la Loi et du Règlement sur le transport des marchandises dangereuses.		
M-13	Les conteneurs doivent comprendre toutes les doublures nécessaires afin de respecter la Loi et le Règlement sur le transport des marchandises dangereuses pour le transport maritime.		
M-14	Les spécifications détaillées concernant les barils en acier à dessus non amovible pour les déchets dangereux liquides doivent être fournies avec la soumission.		

BARILS EN ACIER À DESSUS AMOVIBLE POUR DÉCHETS DANGEREUX SOLIDES

Article	Description	Conforme	Non C
M-15	Les conteneurs doivent être des barils en acier à dessus amovible d'une capacité de 208 litres (55 gallons américains)		
M-16	Les conteneurs doivent être à l'état neuf.		

Solicitation No. - N° de l'invitation

EW699-150194/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

edm017

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

TC EW699-150194

EDM-4-37023

M-17	Les conteneurs doivent se conformer aux exigences de la dernière édition de la Loi et du Règlement sur le transport des marchandises dangereuses.		
M-18	Les conteneurs doivent comprendre toutes les doublures nécessaires afin de respecter la Loi et le Règlement sur le transport des marchandises dangereuses pour le transport maritime.		
M-19	Les spécifications détaillées concernant les barils en acier à dessus amovible pour les déchets dangereux solides doivent être fournies avec la soumission.		

Annexe B

Base de paiement

Article	Description	Quantite estimee	Unite	Prix unitaire	Prix Extra
1	20' x 8' x 8.5' conteneurs de fret maritimes	24-30	Par conteneur		
2	208 litre Déchets dangereux liquides serré en acier à tête du baril	10	Par baril		
3	208 litre Dangereux Déchets solides tête ouverte du baril en acier	5	Par baril		
4	La masse d'expédition et de manutention transport maritime conteneurs dangereux et déchets liquides ou solides barils de barge terminal	1	Somme forfaitaire		
5	Chaland de transport maritime conteneurs dangereux et déchets liquides ou solides barils à Resolute Bay, NU	1	Somme forfaitaire		
Sous-total					
TPS					
total					